

Présidentielle : voulons-nous élire un Sapeur Camember ?

En l'état de nos finances publiques, seraient-ils confrontés à la situation du Sapeur Camember qui, pour résoudre un problème, ne peut en réalité qu'en créer un autre ?

Publié dans L'Opinion le 9 juillet 2026 à 10:00

Régis de Laroullière, Denis Kleiber et Jean Vincensini



- Illustration générée par IA

Les candidats à la prochaine élection présidentielle sont confrontés à une question essentielle : comment financer tant les dépenses nouvelles que les réductions des prélèvements obligatoires auxquelles les Français aspirent, et qu'ils promettent pour se faire élire ? En l'état de nos finances publiques, seraient-ils confrontés à la situation du Sapeur Camember qui, pour résoudre un problème, ne peut en réalité, qu'en créer un autre ?

Du fait de l'impérieuse nécessité de réduire les déficits publics, il y aurait bien la solution consistant à travailler davantage : nous travaillons 668 heures par habitant et par an, 15 % de moins que la moyenne européenne de 783 (chiffres de l'OCDE pour 2025). Mais nous sommes arc-boutés contre, à en juger par exemple par les manifestations contre le relèvement de l'âge de la retraite en 2023, ou par le sort de la proposition de François Bayrou de travailler deux jours de plus pour augmenter notre production et redresser nos comptes publics.

Cette voie n'apparaissant pas praticable, l'alternative est de mettre le projecteur sur les avantages de la dépense nouvelle ou de la baisse des prélèvements obligatoires proposée, et de définir un gage, tout en évitant d'en examiner les effets négatifs. Prenons quelques exemples.

Ultra-riches

Certains proposent de générer 20 milliards de ressources nouvelles en prélevant un modeste 2% sur les « ultra-riches », et d'autres d'augmenter la fiscalité des entreprises, comme on l'a fait avec le budget 2026. Mais la contrepartie, une baisse des investissements avec ses effets négatifs sur l'emploi et la productivité, ainsi que l'éventuel départ de contribuables ou d'investisseurs, n'est pas abordée.

Or, pour produire, comme le soulignait Karl Marx, il faut du capital et du travail. Réduire l'investissement tout en refusant d'augmenter le travail est une voie d'appauvrissement, comme le confirme notre décrochage progressif dans les classements internationaux.

Il est également possible de flécher plus précisément le gage. On peut par exemple proposer de mettre en place un régime de retraite en capitalisation en prélevant les cotisations sur l'intéressement ou la participation, sans s'interroger sur les effets de ces prélèvements et de la réduction des financements associés qui en résulte.

Dernier exemple, réel, la taxe d'habitation a été supprimée et compensée par différentes hausses et redéploiements d'impôts. Cette mesure, bien accueillie à l'époque par les électeurs, est à présent largement remise en cause. Mais il est bien difficile de revenir en arrière...

A chaque fois, la mécanique est la même : on prétend régler un problème, en en créant un autre, moins visible dans un premier temps. A la manière du Sapeur Camember qui, pour faire disparaître le tas de détritus qui encombrait la cour de la caserne, creusait un trou pour les y enfouir, puis un deuxième pour faire disparaître la terre issue du premier trou, puis un troisième plus grand pour y mettre la terre des deux premiers trous...

Travailler davantage

Aussi longtemps que nous attendrons de nos élus des dépenses nouvelles et des réductions de prélèvements obligatoires tout en refusant de travailler davantage pour générer les ressources correspondantes, les candidats ne pourront que déplacer les problèmes de la façon la moins visible possible pour espérer être élus. La campagne électorale risque alors de devenir un véritable concours de Sapeur Camember.

Est-ce vraiment ce que nous voulons ?

Régis de Laroullière, Denis Kleiber et Jean Vincensini, avocat à la Cour, sont co-animateurs des Forums Mac Mahon.